

Calvados. Grève des assistants d'éducation, les « invisibles de l'Éducation nationale »



Entourée de collègues, Lisa, assistante d'éducation (AED) pendant deux ans dans un collège, à Mondeville, est désormais assistante pédagogique (AP). Deux métiers pour lesquels le contrat de travail, précaire, est le même. Ouest-France

Ce jeudi 21 janvier 2021, près de 30 assistants d'éducation (AED) se sont réunis place du Théâtre, à [Caen](#) ([Calvados](#)), avant de se rendre au rectorat, où trois d'entre eux ont été reçus. En grève depuis le 19 janvier pour certains, ils réclament notamment la pérennisation de leurs emplois et une revalorisation salariale.

« Nos contrats sont tellement précaires qu'il est compliqué de faire grève car à la fin de l'année scolaire, nous pouvons être remerciés », lâche Sylvie, 53 ans, assistante d'éducation (AED) dans un collège de [l'Orne](#) et membre du collectif AED Normandie.

Le 1^{er} décembre 2020, avec ses collègues, ils étaient [plus d'une centaine devant les grilles du rectorat](#), à [Caen](#) ([Calvados](#)). Ce jeudi 21 janvier, ils ne sont plus qu'une

trentaine.



Après un rassemblement place du Théâtre, à Caen, la trentaine de manifestants s'est rendue devant le rectorat. Ouest-France

« Nous sommes un petit nombre, mais il ne faut pas s'avouer vaincus. Nous sommes les invisibles de l'Éducation nationale. Notre colère est légitime », poursuit Sylvie, [en grève depuis le 19 janvier](#).

Trois manifestants reçus au rectorat

Parmi les revendications de la profession, il y a la revalorisation des salaires, mais surtout la pérennisation des emplois. « D'une année sur l'autre, on ne sait pas si on va être reconduit, soupire-t-elle. Dans tous les cas, nous ne pouvons pas exercer plus de six ans, même en changeant d'établissement, alors que pour beaucoup d'entre nous, ce métier est une vocation. »

Des revendications qu'elle a pu formuler de vive voix auprès de trois représentants du rectorat : « Nous avons été reçus pendant une heure, avec deux autres collègues, ce qui nous satisfait. Il nous a été assuré que nos requêtes allaient être remontées au niveau national, mais la lutte n'est pas finie. »

Marie-Eve NADAUD.

